

## QUITTANCE COMPLÈTE ET FINALE

EN CONSIDÉRATION QUE JE, [*Demandeur*] de [*adresse*], dans la province de [*province*], Canada, ait commencé un recours contre le procureur général du Canada [*insérer les noms des autres parties*], étant [*No. du dossier de la cour.*] lancé à [*circonscription judiciaire*] de [*nom de la cour*], pour indemnisation et dommages-intérêts reliés à mes expériences au Pensionnat indien (la "Demande").

PAR CONSÉQUENT, en contrepartie du paiement de \_\_\_\_\_ dollars (les "fonds de règlement"), dont je reconnais l'obtention et la suffisance par la présente, je m'engage et je suis d'accord que :

1. En vertu de l'alinéa 3, je libère une fois pour toute Sa Majesté la Reine, Chef du Canada, le procureur général du Canada, leurs successeurs et ayants droit, ainsi que leurs ministres, leurs dirigeants, leurs fonctionnaires, leurs employés et leurs agents (les « renonciataires ») de toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature que j'ai pu avoir, que j'ai actuellement ou que je pourrais éventuellement avoir à leur endroit (que ces revendications ou actions en responsabilité soient connues de ma personne ou non à l'heure actuelle) et qui résulte d'une faute délictuelle, civile, criminelle ou de toute autre forme de transgression du droit positif ou des principes d'équité et/ou de tout préjudice de quelque nature exercé à mon endroit dans le contexte ou en conséquence de l'une ou l'autre des situations suivantes:
  - (a) ma fréquentation du pensionnat indien \_\_\_\_\_ [*inscrire le nom du ou des pensionnat(s) actuellement fréquenté(s) par le plaignant*] ou de tout pensionnat indien au Canada et/ou
  - (b) ma participation à un programme ou une activité associé(e) à tout pensionnat indien, ou offert(e) dans l'un de ces établissements,
  - (c) le fonctionnement général des pensionnats indiens.
2. L'alinéa 1 de la présente quittance inclut les réclamations qui me concernent personnellement et pourraient être déposées par moi-même, directement ou par l'entremise de tout(e) autre personne, groupe ou personne morale, en mon nom ou à titre de représentant, par voie de recours collectif ou de toute autre forme de recours.

3. Les présentes ne m'empêchent pas de déposer une réclamation contre les renoncataires pour la perte de coutumes autochtones et/ou d'une langue autochtone provenant de ma fréquentation et/ou l'opération d'un ou des pensionnats indiens, et ne m'empêchent pas de poursuivre une telle réclamation si les tribunaux canadiens le permettent.
4. Les actions en responsabilité et les réclamations évoquées aux alinéas 1 et 2, sont subordonnées à l'alinéa 3 des présentes en tant que « Réclamations abandonnées ».
5. Les présentes n'altèrent en rien mon droit à intenter ou à continuer une poursuite en dommages-intérêts contre \_\_\_\_\_ [*indiquer toutes les organisations ecclésiastiques concernées*] (« l'Église »), ayant pris part à la gestion du pensionnat indien \_\_\_\_\_ [*inscrire le nom des différents pensionnats fréquentés par le plaignant*]. Toutefois, si je choisis de déposer une demande en dommages-intérêts contre l'Église, j'accepte :
  - (a) que ma plainte contre l'Église se limite ou soit proportionnée à la partie des dommages-intérêts uniquement attribuables à l'Église;
  - (b) de ne pas déposer de réclamation contre l'Église pour la partie des dommages-intérêts que j'ai subis, le cas échéant, qui pourraient être jugés en partie attribuables aux parties pour le gouvernement, de telle sorte que l'Église pourrait déposer à son tour une demande de contribution pour ces dommages-intérêts à l'endroit d'un ou de plusieurs parties pour le gouvernement;
  - (c) de préciser dans ma réclamation que je renonce à tous mes droits en vue d'être indemnisé par l'Église de toute portion des dommages-intérêts que j'ai subis, proportionnellement attribuable aux parties pour le gouvernement;
  - (d) de m'assurer que la réclamation dans toute action en responsabilité intentée ou poursuivie par moi-même contre l'Église reflète les engagements du présent paragraphe, en modifiant si nécessaire la réclamation dans une action existante; et
  - (e) d'informer la Cour des dispositions du présente alinéa de la quittance, et, le cas échéant et dans la mesure ordonnée par le tribunal, d'informer la Cour et l'Église de la somme de la sentence.
6. Je consens d'abandonner la Demande contre les renoncataires par raison de ce règlement. Je ne déposerai pas d'autres réclamations de quelque nature que ce soit contre les renoncataires visés par les réclamations abandonnées. Je consens à ce que le versement des dommages-intérêts tienne lieu de règlement complet, définitif et exécutoire, en ce qui concerne les renoncataires et pour toutes les réclamations abandonnées, sans exception.

7. Je comprends que dans l'éventualité où quiconque, y compris moi-même, déposerait une nouvelle réclamation ou demande en mon nom, ou menacerait d'intenter une poursuite contre l'un des renoncataires visés par l'une ou l'autre des réclamations abandonnées, les présentes pourraient être invoquées en tant que préclusion et défense complète contre de telles réclamations ou poursuites.
8. Je déclare solennellement et confirme que je n'ai cédé aucune des réclamations abandonnées à quelque individu ou personne morale que ce soit.
9. Je déclare solennellement et confirme qu'aucun individu ou personne morale que ce soit a le droit à une indemnisation ou dommages-intérêts reliés aux actions en responsabilité allégués dans la Demande.
10. J'accepte de ne déposer aucune réclamation en rapport avec les réclamations abandonnées à l'endroit de quelque individu ou personne morale que ce soit, autre que l'Église, qui pourrait faire une demande de contribution ou d'indemnité de la part de l'un ou l'autre des renoncataires, eu égard à ma réclamation.
11. De plus, je m'engage et je consens à indemniser les renoncataires eu égard à d'éventuelles réclamations qui pourraient être déposées contre eux par tout individu, personne morale, gouvernement ou organisme gouvernemental, que ce soit par subrogation de droit ou autrement, et qui feraient suite ou seraient liées de quelque façon aux réclamations abandonnées. Le présent alinéa vise, sans s'y limiter, les demandes relatives à des services ou à des traitements dentaux ou médicaux que j'aurais reçus, ainsi que les demandes relatives à des indemnités qui m'auraient été versées par tout gouvernement ou instance gouvernementale en contrepartie de l'une ou l'autre des réclamations abandonnées pour voies de fait en droit criminel.
12. Advenant que j'intente ultérieurement une poursuite qui ne soit pas une réclamation en dommages-intérêts liée aux réclamations abandonnées, mais pour cause de préjudices ou de blessures identiques ou apparenté(e)s aux préjudices ou blessures découlant des réclamations abandonnées, et que l'un ou l'autre des renoncataires soit parmi les intimés de cette poursuite, l'objet et la somme du règlement, de même que les détails des dommages-intérêts ou blessures ayant motivé les réclamations que j'ai abandonnées, pourront être divulgués par les renoncataires devant le tribunal dans le contexte de ladite poursuite ultérieure.
13. Par la présente, j'accepte et je promets ce qui suit advenant tout autre litige avec l'Église découlant de la ou des réclamations que j'ai réglées dans le cadre des réclamations abandonnées :

a) je donnerai à l'Église l'autorisation irrévocable de verser toutes les sommes qui devraient m'être versées en compensation de dommages, ainsi que les intérêts et les dépens, à l'avocat commis à mon dossier;

b) je donnerai à cet avocat l'autorisation irrévocable de recevoir toutes ces sommes en mon nom;

c) je donnerai à cet avocat l'autorisation irrévocable d'utiliser ces sommes pour indemniser intégralement le Canada, conformément aux modalités du présent accord, puis de me remettre ce qu'il en restera.

14. Je reconnais et déclare comprendre pleinement les dispositions des présentes, et avoir signé la quittance de plein gré en vue d'obtenir les fonds de règlement. Je reconnais de plus avoir consulté et obtenu un avis juridique relativement aux réclamations abandonnées et aux présentes.

15. Cette quittance lie mes successeurs, descendants, représentants juridiques, et ayants droit, et est dans l'intérêt des renoncataires et leurs légataires, successeurs, administrateurs et ayants droit.

En foi de quoi, j'ai signé la présente quittance en ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de  
\_\_\_\_\_ 200\_.

**SIGNÉE, SCELLÉE ET DÉLIVRÉE  
EN PRÉSENCE DE :**

\_\_\_\_\_  
**Témoin**

\_\_\_\_\_ (SCEAU)  
**[Nom du renoncateur]**

**Adresse :**

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

## DÉCLARATION ÉCRITE SOUS SERMENT

Je, \_\_\_\_\_, de la ville de \_\_\_\_\_,  
dans la province de \_\_\_\_\_, DÉCLARE SOUS SERMENT QUE:

1. J'étais personnellement présent et j'ai vu \*\*\*\* nommé dans ce document et qui je reconnais comme étant la personne nommé dans ce document signer et valider le document.
2. Le document a été validé à \_\_\_\_\_, dans la province de \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, 200 , et j'en suis témoin.
3. Je connais \*\*\*\* et je crois qu' il-elle est agé(e) de dix-huit (18) ans ou plus.

DÉCLARÉE SOUS SERMENT devant moi à \_\_\_\_\_ )  
\_\_\_\_\_, dans la province de \_\_\_\_\_ )  
\_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ )  
\_\_\_\_\_, 2004. \_\_\_\_\_ )

\_\_\_\_\_)  
\_\_\_\_\_)  
\_\_\_\_\_)

\_\_\_\_\_  
COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION  
de la province de \_\_\_\_\_ .

Date d'expiration de la commission:  
-ou- d'être avocat(e).